

Covid-19: mesures décidées le 11 avril 2020

VERSION 2

Chris Serroyen - 16.04.2020

Le samedi 11 avril, le gouvernement fédéral a présenté aux dix partis qui le soutiennent un ensemble de nouvelles mesures liées au coronavirus, dont il avait préalablement soumis les grandes lignes pour avis aux interlocuteurs sociaux du Groupe des Dix.

La décision définitive est ensuite intervenue. Dans cette note, nous vous présentons les différentes mesures, sur la base des informations disponibles. Les aspects fiscaux et parafiscaux doivent encore être réglés par la voie législative. Ces deux dernières semaines, il fut également question d'une exonération d'impôts et/ou de cotisations sociales pour les employeurs qui accordent des primes et/ou des jours de congé payé supplémentaires à leur personnel. Manifestement le gouvernement n'a finalement pas pu se mettre d'accord sur ces idées. Nous ignorons si elles sont définitivement abandonnées ou non.

1. Augmentation des heures supplémentaires volontaires dans le cadre d'activités essentielles

La loi sur le travail autorise actuellement 100 heures supplémentaires volontaires, sans repos compensatoire obligatoire. Ce plafond peut être porté à 360 heures par voie de CCT. Le CNT (Conseil National du Travail) a utilisé cette possibilité en 2019 pour relever le maximum à 120 heures dans le secteur privé.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux ajoute 120 heures au maximum légal de 100 heures supplémentaires volontaires, le portant ainsi à 220 heures, avec les limitations suivantes :

- > Uniquement du 1er avril au 30 juin 2020;
- > Uniquement pour les activités essentielles mentionnées dans l'arrêté De Crem (voir ci-dessous) du 23 mars 2020, tel que modifié;
- > Ces heures ne doivent pas obligatoirement être récupérées;
- > Aucune des heures supplémentaires volontaires prestées entre le 1er avril et le 30 juin ne donne droit à la majoration légale pour travail supplémentaire de 50% ou 100%.

La rémunération relative à ces heures supplémentaires sera une rémunération nette sans contribution à la sécurité sociale ni contribution fiscale.

2. Assouplissement de l'interdiction de mise à disposition pour les activités essentielles

La mise à disposition (MAD) de travailleurs auprès d'un autre employeur est en principe interdite, sauf pour les entreprises de travail intérimaire. La loi du 24 juillet 1987 ne prévoit que quelques exceptions.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux suspend temporairement cette interdiction de MAD pour tous les employeurs, aux conditions suivantes:

- > Uniquement du 1er avril au 30 juin 2020;
- > MAD uniquement pour des activités essentielles mentionnées dans l'arrêté De Crem (voir ci-dessous);
- > Pas de possibilité de MAD pour des travailleurs engagés après le 9 avril 2020;
- > Les conditions et la durée doivent être fixées avant le début de la MAD dans un contrat signé entre l'employeur, l'entreprise utilisatrice et le travailleur. La signature du travailleur n'est pas nécessaire si tel n'est pas l'usage dans le secteur.

3. Possibilité de contrats temporaires successifs

L'article 10 de la loi sur les contrats de travail stipule que des contrats temporaires successifs sont en principe censés constituer un contrat de travail à durée indéterminée.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux met ce principe de côté pour la période du 1er avril au 30 juin, pour autant qu'il s'agisse d'un emploi dans le cadre des activités essentielles mentionnées dans l'arrêté De Crem remis en annexe ci-dessous (voir également les points 1 et 2). Toutefois avec une restriction: cette dérogation ne s'applique qu'aux contrats temporaires d'au moins une semaine. Pour les contrats de moins d'une semaine, tels que les contrats journaliers, les règles normales sont maintenues.

4. Augmentation du travail des étudiants sans cotisations normales, dans tous les secteurs

Les étudiants peuvent travailler 475 heures par an au maximum dans le cadre du statut ONSS spécifique (cotisation de solidarité uniquement).

L'arrêté de pouvoirs spéciaux prévoit que les heures prestées du 1er avril au 30 juin 2020 ne seront pas imputées sur ce contingent de 475 heures. En théorie, cette mesure revient à pratiquement doubler le crédit annuel. La condition selon laquelle il est interdit de travailler pendant les heures normales de formation ou d'autres activités scolaires reste toutefois d'application.

Cet assouplissement s'applique à tous les secteurs parce qu'il semble que, sans contrôles supplémentaires, l'ONSS ne puisse pas faire la distinction.

Le gouvernement fédéral a également annoncé que, pour le présent exercice, il allait adapter le plafond de l'abattement fiscal pour enfants à charge à l'attention des parents. Une initiative parlementaire est nécessaire ici. Il revient aux régions de se mettre en conformité en ce qui concerne les allocations familiales et aux communautés en ce qui concerne les bourses d'études.

5. Cumul entre allocations et occupation dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture

En principe, il n'est pas possible de cumuler une allocation ONEm et une rémunération pour une même journée. Ce principe est assoupli temporairement pour quatre secteurs et pour certaines allocations ONEm: 75% de l'allocation pourront continuer à être payés en plus de la rémunération normale. En principe, aucune limitation n'est prévue en ce qui concerne l'employeur actuel ou antérieur, ni pour le secteur privé, ni pour le secteur public.

LE CUMUL EST POSSIBLE DANS QUATRE SECTEURS:

- > L'agriculture (CP n° 144), mais uniquement pour une occupation sur les propres terres de l'employeur;
- > L'horticulture (CP n° 145), à l'exclusion de l'implantation et de l'entretien de parcs et jardins;
- > Les entreprises forestières (CP n° 146), sans limitations. Les entreprises forestières ne figurent pourtant pas dans les activités essentielles de l'arrêté De Crem (voir ci-dessous);
- > Le travail intérimaire (CP n° 322), pour autant qu'il s'agisse d'une occupation dans les secteurs susmentionnés;
- > Le gouvernement peut étendre la possibilité à d'autres secteurs par le biais d'un arrêté délibéré en conseil des ministres.

DE QUELLES ALLOCATIONS S'AGIT-IL?

- > Chômage temporaire
- > Régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC);
Entrent également en considération les travailleurs en RCC des secteurs agricole, horticole ou sylvicole qui ont repris le travail chez leur ancien employeur qui versait le complément d'entreprise;
- > Prépension dans le secteur des transports urbains et régionaux;
- > Allocations d'interruption, tant pour le crédit-temps que les emplois de fin de carrière, les congés thématiques et l'interruption de carrière. Compte tenu de la répartition des compétences, la règle ne s'applique jusqu'ici pas au personnel statutaire des régions, des communautés, des administrations locales et de l'enseignement. Les fonctionnaires qui relèvent du régime flamand du crédit pour soins n'entrent en considération que pour les allocations pour un congé thématique;

> Ne sont donc par exemple pas concernés: les chômeurs complets (sans prépension ni complément d'entreprise) et les bénéficiaires du revenu d'intégration.

Tous les contrats de travail entrent en considération, même s'il s'agira principalement de travail occasionnel (voir ci-après). Il ne peut s'agir que de jours de travail à partir du 1er avril 2020 et le contrat de travail doit prendre fin au plus tard le 31 mai 2020. Le Roi peut prolonger la date finale jusqu'au 30 juin 2020 par arrêté délibéré au conseil des ministres.

Si les conditions sont remplies, l'ONEm continuera à verser 75% de l'allocation. Cela signifie:

- > Pour le chômage temporaire, 75% de l'allocation de base de l'ONEm majorée de 4,22 euros par jour (75% de 5,63 euros). En outre, tout supplément d'entreprise ou de secteur reste versé intégralement (c'est-à-dire sans la réduction de 25%), sauf si l'entreprise ou le secteur prévoit un autre régime.
- > Pour les RCC: 75% de l'allocation ONEm. En outre, le supplément de l'employeur est intégralement versé.
- > Pour les allocations d'interruption: 75% de l'allocation de l'ONEm. Ici aussi, avec éventuellement le maintien du paiement intégral des compléments du secteur ou de l'entreprise. A ce stade, une certaine incertitude plane encore sur le maintien du versement de la prime d'encouragement décidée par le gouvernement flamand.

Si vous êtes concerné, vous êtes au minimum tenu d'informer l'administration flamande de l'existence du nouvel employeur ou, le cas échéant, de la cessation de la formation dans le cadre du crédit de formation. Cette mesure doit être lue conjointement avec l'assouplissement temporaire du travail occasionnel dans l'agriculture et l'horticulture: une occupation à un faible taux de cotisations de sécurité sociale, calculé sur un montant journalier fixe:

- > Le nombre maximum de jours de travail occasionnel dans l'agriculture passe de 30 à 60.
- > Le maximum en horticulture est porté de 65 à 130 jours.
- > Pour la culture des chicons et des champignons, les 100 jours sont doublés pour atteindre 200 jours.

6. Suspension temporaire du congé thématique ou du crédit-temps dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture

Les travailleurs des quatre secteurs visés au point 5 peuvent interrompre temporairement, sur base volontaire, leur congé thématique ou crédit-temps (y compris un emploi de fin de carrière) afin de reprendre le travail dans les mêmes conditions auprès de leur employeur actuel. Le contrat de travail doit être conclu par écrit, avec notification à l'ONEm (par le biais d'un formulaire type). L'allocation sera alors suspendue pour la durée de l'occupation.

Cette suspension n'est possible que du 1er avril au 31 mai. Comme pour le point 5, elle peut être prolongée jusqu'au 30 juin par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Compte tenu du nombre extrêmement limité d'allocations d'interruption dans ces secteurs, nous supposons que l'effet de cette mesure sera minime. Toutefois, l'arrêté de pouvoirs spéciaux autorise le Roi à l'étendre à d'autres secteurs par un AR délibéré en conseil des ministres.

7. Accélération de l'occupation de demandeurs d'asile dans tous les secteurs

Les demandeurs d'asile ne sont pas autorisés à travailler dans les quatre mois qui suivent la demande si le droit d'asile ne leur a pas encore été notifié. L'arrêté de pouvoirs spéciaux supprime cette condition jusqu'au 30 juin pour toutes les demandes enregistrées avant le 19 mars 2020. L'occupation est possible dans tous les secteurs.

Le Groupe des Dix a demandé que cette mesure soit étendue à d'autres personnes protégées disposant d'un titre de séjour. Cet avis n'a pas été suivi à ce stade.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux ajoute la condition selon laquelle l'employeur doit assurer le logement. L'objectif est d'éviter les déplacements entre le lieu de travail et le centre d'asile ou l'initiative locale d'accueil (ILA). Les syndicats ont demandé que l'arrêté De Crem (voir ci-dessous) étende les obligations de distanciation sociale imposées aux employeurs à ces logements, car ces obligations ne s'appliquent actuellement qu'au lieu de travail et au transport. Le gouvernement et les employeurs n'ont pas voulu accéder à notre demande.

8. Gel des allocations pour les chômeurs complets

Outre les différentes mesures destinées aux chômeurs temporaires, des mesures concernent désormais aussi les chômeurs complets :

- > La dégressivité des allocations de chômage est gelée pour trois mois, du 1er avril au 30 juin. En d'autres termes, les différentes diminutions des allocations de chômage sont suspendues pendant trois mois. Cette mesure s'applique également aux diminutions au cours de la première année de chômage (par exemple, la baisse de 65% à 60% après les trois premiers mois de chômage).
- > La durée des allocations d'insertion (en principe 3 ans) est prolongée de 3 mois.
- > Assouplissement pour le maintien de l'allocation à 60% du salaire pour les artistes (voir point 9).

9. Condition moins stricte pour le maintien à 60% du salaire pour les artistes au chômage

Dans le cadre du régime spécial pour les artistes au chômage, il est prévu qu'après un an de chômage, ils restent à 60% du salaire plafonné pendant 12 mois (renouvelables), sous trois conditions:

- > prouver 156 jours de travail en 18 mois;
- > les 2/3 de ces jours doivent correspondre à des prestations artistiques;
- > renouvelable tous les 12 mois, mais uniquement à condition que trois prestations artistiques (minimum trois jours de travail) aient été fournies au cours des 12 mois précédents.

Les 18 mois pour prouver les 156 jours de travail et 104 jours de prestations artistiques sont prolongés temporairement de 3 mois. Les 12 mois pour apporter la preuve de trois prestations artistiques sont également prolongés de 3 mois. Si une période de 12 mois pour le maintien à 60% expire entre le 1er avril et le 30 juin 2020, elle est prolongée jusqu'au 30 juin 2020.

10. Elargissement du droit passerelle aux travailleurs indépendants

«L'allocation de chômage» pour les indépendants a déjà été assouplie à plusieurs reprises en raison de la crise du coronavirus, provisoirement pour les mois de mars et avril. Des améliorations temporaires sont désormais prévues également pour les travailleurs indépendants à titre accessoire et les pensionnés actifs. Un demi droit passerelle est instauré pour les travailleurs indépendants à titre accessoire dont le revenu annuel est compris entre 6.996,89 et 13.993,77 euros: 645,85 euros par mois, portés à 807,05 euros pour les indépendants avec charge de famille.

Cette mesure est élargie aux:

- > travailleurs indépendants exerçant à titre principal; assimilation aux indépendants à titre accessoire, à condition de percevoir un revenu annuel compris entre 6.996,89 et 7.330,52 euros;
- > étudiants indépendants, moyennant un revenu annuel compris entre 6.996,89 et 13.993,77 euros;
- > pensionnés toujours actifs en tant qu'indépendants: pour autant qu'ils perçoivent un revenu professionnel supérieur à 6.996,89 euros. Ils ont également droit à cette allocation, mais elle est plafonnée: la pension et l'allocation passerelle ne peuvent dépasser ensemble 1.614 euros.

Cette mesure s'applique également aux personnes qui perçoivent des allocations de chômage temporaires. Le droit passerelle peut, sous certaines conditions, être cumulé avec un autre revenu de remplacement: pension, chômage (temporaire), incapacité de travail. Pour les travailleurs indépendants qui entrent en considération pour la demi-allocation, la somme de cette allocation et des autres revenus de remplacement ne peut pas dépasser 1.614,10 euros par mois. Le droit passerelle sera réduit en cas de dépassement. Par exemple : un salarié en chômage temporaire avec une allocation de 1.200 euro et qui est obligé aussi d'arrêter aussi son travail comme indépendant à titre accessoire, va recevoir encore un droit passerelle pour 414,20 euro.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2020/20705]

3 APRIL 2020. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, artikel 4;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikelen 11 en 42;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikelen 181, 182 en 187;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op artikel 8, § 2, 1° en 2°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging is dit besluit uitgezonderd van de regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 maart 2020;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 3 april 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die niet toelaat te wachten op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen een verkorte termijn van vijf dagen, onder meer omwille van de zeer snelle evolutie van de situatie in België en in de naburige landen, omwille van het bereiken van de pandemische grens, beslist door de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO), omwille van de incubatietijd van het coronavirus COVID-19 en van de stijging van de omvang en het aantal secundaire overdrachtsketens; bijgevolg is het onontbeerlijk om de nodige maatregelen zonder verwijl te treffen;

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, die is bijeengekomen op 10, 12, 17 en 27 maart 2020;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheidscrisissen en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO op 11 maart 2020;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande COVID-19 dat de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld;

Overwegende de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied, en in België, en de exponentiële evolutie van het aantal besmettingen; dat de tot op heden genomen maatregelen deze exponentiële evolutie niet voldoende hebben kunnen indijken; dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten van de intensieve zorg, kritiek wordt;

Overwegende de urgentie en het risico voor de volksgezondheid die het coronavirus COVID-19 met zich meebrengt voor de Belgische bevolking;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een infectieziekte is die meestal de longen en luchtwegen treft;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 zich via de lucht lijkt over te dragen van mens op mens; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden via alle mogelijke emissies via de mond en de neus;

Overwegende de adviezen van CELEVAL;

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2020/20705]

3 AVRIL 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'article 8, § 2, 1° et 2°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mars 2020 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 3 avril 2020 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches, du franchissement du seuil d'une pandémie, décrété par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), du temps d'incubation du coronavirus COVID-19 et de l'augmentation de la taille et du nombre des chaînes de transmission secondaires ; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai ;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen, et en Belgique, et l'évolution exponentielle du nombre de contaminations ; que les mesures prises jusqu'à présent n'ont pas suffi à endiguer cette évolution exponentielle ; que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient critique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant les avis de CELEVAL ;

Overwegende dat, gezien wat voorafgaat, de bijeenkomsten in besloten of overdekte plaatsen, maar ook in open lucht, een specifieke bedreiging vormen voor de volksgezondheid ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om, teneinde de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, onmiddellijk over te gaan tot het opleggen van de maatregelen die onontbeerlijk zijn voor de volksgezondheid;

Overwegende dat een politimaatregel houdende het samenscholingsverbod bijgevolg onontbeerlijk en proportioneel is;

Overwegende dat het voormelde verbod van die aard is om, enerzijds, het aantal acute besmettingen te verminderen en er bijgevolg voor te zorgen dat de diensten van de intensieve zorg de zwaarst getroffen patiënten in de beste omstandigheden kunnen ontvangen, en om, anderzijds, meer tijd te geven aan de wetenschappers om efficiënte behandelingen en vaccins te ontwikkelen;

Overwegende dat het gevaar zich uitstrekt over het gehele nationale grondgebied; dat het van algemeen belang is dat er een coherentie bestaat bij het nemen van maatregelen voor de handhaving van de openbare orde, teneinde de efficiëntie ervan te maximaliseren;

Overwegende het aantal besmettingsgevallen dat werd gedetecteerd en het aantal sterfgevallen dat zich heeft voorgedaan in België sinds 13 maart 2020;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De handelszaken en de winkels zijn gesloten, met uitzondering van:

- de voedingswinkels, met inbegrip van nachtwinkels;
- de dierenvoedingswinkels;
- de apotheken;
- de krantenwinkels;
- de tankstations en de leveranciers van brandstoffen;
- de telecomwinkels met uitsluiting van winkels die enkel accessoires verkopen, maar enkel voor noodgevallen, waarbij ze slechts één klant per keer mogen ontvangen en dit op afspraak;
- winkels voor medische hulpmiddelen, maar enkel voor noodgevallen, waarbij ze slechts één klant per keer mogen ontvangen en dit op afspraak.

De nodige maatregelen moeten getroffen worden om de regels van social distancing te respecteren, in het bijzonder het behoud van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon. Deze maatregelen zijn van toepassing op alle activiteiten bedoeld in dit besluit.

§ 2. De toegang tot grootwarenhuizen kan enkel plaatsvinden overeenkomstig de volgende modaliteiten:

- maximum 1 klant per 10 vierkante meter gedurende een periode van maximum 30 minuten;
- in de mate van het mogelijke wordt individueel gewinkeld.

§ 3. Kortingsacties zijn verboden in alle handelszaken en winkels die overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid open mogen blijven, behalve indien deze acties reeds beslist of in uitvoering waren vóór 18 maart 2020.

§ 4. Voedingswinkels mogen open blijven volgens de gebruikelijke dagen en uren.

Nachtwinkels mogen geopend blijven vanaf het gebruikelijke opengingsuur tot 22u00.

§ 5. De markten zijn verboden, behalve voedselkramen die onontbeerlijk zijn voor de voedselvoorziening in gebieden die geen commerciële voedselinfrastructuren hebben.

§ 6. De inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, recreatieve, sportieve en horecasector worden gesloten. Het terrasmeubilair van de horecasector moet naar binnen gebracht worden.

In afwijking van het eerste lid mogen de hotels open blijven, met uitzondering van hun eventuele restaurant.

Levering van maaltijden en maaltijden om mee te nemen zijn toegestaan.”

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant, par conséquent, qu'une mesure de police imposant l'interdiction de tout rassemblement est indispensable et proportionnée ;

Considérant que l'interdiction précitée est de nature, d'une part, à diminuer le nombre de contaminations aiguës et partant de permettre aux services de soins intensifs d'accueillir les patients gravement atteints dans les meilleures conditions possibles et, d'autre part, de donner aux chercheurs plus de temps pour trouver des traitements efficaces et mettre au point des vaccins ;

Considérant que le danger s'est étendu à l'ensemble du territoire national ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité ;

Considérant le nombre de cas d'infection détectés et de décès survenus en Belgique depuis le 13 mars 2020;

Considérant l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les commerces et les magasins sont fermés, à l'exception :

- des magasins d'alimentation, y compris les magasins de nuit ;
- des magasins d'alimentation pour animaux ;
- des pharmacies ;
- des marchands de journaux ;
- des stations-services et fournisseurs de carburants et combustibles ;
- des magasins de télécommunications, à l'exclusion des magasins qui ne vendent que des accessoires, mais uniquement pour les urgences, en ne recevant qu'un seul client à la fois et ce, sur rendez-vous ;
- des magasins de dispositifs médicaux, mais uniquement pour les urgences, en ne recevant qu'un seul client à la fois et ce, sur rendez-vous.

Les mesures nécessaires doivent être prises pour garantir le respect des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne. Ces mesures sont d'application pour toutes les activités mentionnées dans le présent arrêté.

§ 2. L'accès aux grandes surfaces ne peut avoir lieu que selon les modalités suivantes :

- limiter à maximum 1 client par 10 mètres carrés pendant une période de maximum 30 minutes ;
- dans la mesure du possible, s'y rendre seul.

§ 3. Les actions de réduction sont interdites dans tous les commerces et les magasins qui peuvent rester ouverts conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sauf si ces actions avaient déjà été décidées ou étaient en cours d'exécution avant le 18 mars 2020.

§ 4. Les magasins d'alimentation peuvent rester ouverts aux jours et heures habituels.

Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures.

§ 5. Les marchés sont interdits, sauf les échoppes indispensables à l'approvisionnement alimentaire des zones ne disposant pas d'infrastructures commerciales alimentaires.

§ 6. Les établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif, sportif et horeca sont fermés. Le mobilier de terrasse du secteur horeca doit être stocké à l'intérieur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les hôtels peuvent rester ouverts, à l'exception de leur éventuel restaurant.

La livraison des repas et les repas à emporter sont autorisés. »

Art. 2. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“Telethuiswerk is verplicht bij alle niet essentiële bedrijven, welke grootte zij ook hebben, voor alle personeelsleden wiens functie zich ertoe leent.

Voor de functies waar telethuiswerk niet kan toegepast worden, moeten de bedrijven de nodige maatregelen nemen om de naleving van de regels van social distancing te garanderen, in het bijzonder het behoud van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon. Deze regel is eveneens van toepassing op het vervoer georganiseerd door de werkgever.

De niet essentiële bedrijven die in de onmogelijkheid zijn om voormelde maatregelen te respecteren, moeten sluiten.”

Art. 3. Artikel 3 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“De bepalingen van artikel 2 zijn niet van toepassing op bedrijven van de cruciale sectoren en de essentiële diensten, zoals opgenomen in de bijlage bij dit besluit, met inbegrip van producenten, leveranciers, aannemers en onderaannemers van goederen, werken en diensten die essentieel zijn voor de uitvoering van de activiteit van deze bedrijven en deze diensten.

Deze bedrijven en diensten zijn echter gehouden om, in de mate van het mogelijke, het systeem van telethuiswerk en de regels van social distancing toe te passen.”

Art. 4. Artikel 4 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“Het openbaar vervoer blijft behouden. Het dient op zo’n wijze georganiseerd worden teneinde de regels van social distancing te garanderen, in het bijzonder het behoud van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon.”

Art. 5. Artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“Worden verboden:

1° de samenscholingen;

2° de privé- en publieke activiteiten van culturele, maatschappelijke, feestelijke, folkloristische, sportieve en recreatieve aard;

3° de ééndaagse schooluitstappen;

4° de meerdaagse schooluitstappen;

5° de activiteiten in het kader van jeugdbewegingen, op en vanaf het nationaal grondgebied;

6° de activiteiten van de erediensten.

In afwijking van het eerste lid, worden toegestaan:

- begrafenisceremonies, maar enkel in aanwezigheid van maximaal 15 personen, met een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon en zonder de mogelijkheid van blootstelling van het lichaam;

- burgerlijke huwelijken, maar enkel in het bijzijn van de echtgenoten, hun getuigen en de ambtenaar van de burgerlijke stand;

- religieuze huwelijken, maar enkel in het bijzijn van de echtgenoten, hun getuigen en de bedienaar van de eredienst;

- buitenwandelingen met de leden van de familie die onder hetzelfde dak wonen in gezelschap van een andere persoon, alsook de beoefening van een individuele fysieke activiteit dan wel met de familieleden die onder hetzelfde dak wonen of telkens met een zelfde vriend, en dit alles met respect van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon.

De personen die onder hetzelfde dak wonen, moeten de regel van social distancing van 1,5 meter niet respecteren als ze de activiteiten in lid 2, vierde streepje uitoefenen of wanneer ze ertoe zijn gehouden thuis te blijven.”

Art. 2. L’article 2 de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Le télétravail à domicile est obligatoire dans toutes les entreprises non essentielles, quelle que soit leur taille, pour tous les membres du personnel dont la fonction s’y prête.

Pour les fonctions auxquelles le télétravail à domicile ne peut s’appliquer, les entreprises doivent prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d’une distance d’1,5 mètre entre chaque personne. Cette règle est également d’application pour les transports organisés par l’employeur.

Les entreprises non essentielles dans l’impossibilité de respecter les mesures précitées doivent fermer. »

Art. 3. L’article 3 de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions de l’article 2 ne sont pas d’application aux entreprises des secteurs cruciaux et aux services essentiels visés à l’annexe au présent arrêté ainsi qu’aux producteurs, fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants de biens, travaux et services essentiels à l’activité de ces entreprises et ces services.

Ces entreprises et services sont toutefois tenus de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, le système de télétravail à domicile et les règles de distanciation sociale. »

Art. 4. L’article 4 de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les transports publics sont maintenus. Ils doivent être organisés de manière à garantir le respect des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d’une distance d’1,5 mètre entre chaque personne. »

Art. 5. L’article 5 de l’arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d’urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Sont interdits :

1° les rassemblements ;

2° les activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative ;

3° les excursions scolaires d’une journée ;

4° les excursions scolaires de plusieurs jours ;

5° les activités dans le cadre de mouvements de jeunesse sur le et à partir du territoire national ;

6° les activités des cérémonies religieuses.

Par dérogation à l’alinéa 1^{er}, sont autorisées :

- les cérémonies funéraires, mais uniquement en présence de 15 personnes maximum, avec le maintien d’une distance d’1,5 mètre entre chaque personne et sans possibilité d’exposition du corps ;

- les mariages civils, mais uniquement en présence des conjoints, de leurs témoins et de l’officier de l’état civil ;

- les mariages religieux, mais uniquement en présence des conjoints, de leurs témoins et du ministre du culte ;

- les promenades extérieures avec les membres de la famille vivant sous le même toit en compagnie d’une autre personne, ainsi que l’exercice d’une activité physique individuelle ou avec les membres de sa famille vivant sous le même toit ou avec toujours le même ami, et moyennant le respect d’une distance d’au moins 1,5 mètre entre chaque personne.

Les personnes vivant sous le même toit ne doivent pas respecter la règle de distanciation sociale d’1,5 mètre lorsqu’elles exercent les activités visées à l’alinéa 2, quatrième tiret ou lorsqu’elles sont tenues de rester chez elle. »

Art. 6. Artikel 6 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“De lessen en activiteiten in het kleuter-, lager en secundair onderwijs worden geschorst.

Opvang wordt echter verzekerd, en dit eveneens tijdens de Paasvakantie.

Voor de scholen waar de kinderopvang tijdens de Paasvakantie onmogelijk blijkt, wordt een andere vorm van opvang georganiseerd, met naleving van de volgende voorwaarden:

- de kinderen die tot op heden in dezelfde groep in opvang hebben gezeten, moeten in die groep blijven en mogen dus niet samen worden gezet met kinderen uit een andere groep;

- de kinderen worden bij voorkeur opgevangen door personen waarmee ze de voorbije weken reeds contact hebben gehad.

De internaten, opvangtehuizen en permanente opvangtehuizen blijven open.

Hogescholen en universiteiten werken enkel via afstandsonderwijs, met uitzondering van de stages voor de studenten die een bijdrage kunnen leveren aan de zorg.”

Art. 7. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“Niet essentiële reizen vanuit en naar België zijn verboden.”

Art. 8. Artikel 8 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“De personen zijn ertoe gehouden thuis te blijven. Het is verboden om zich op de openbare weg en in openbare plaatsen te bevinden, behalve in geval van noodzakelijkheid en omwille van dringende redenen zoals:

- om zich te begeven van en naar de plaatsen waarvan de opening toegelaten is op basis van de artikelen 1 en 3;

- om toegang te hebben tot bankautomaten en postkantoren;

- om toegang te hebben tot medische zorgen;

- om bijstand en zorgen te voorzien voor oudere personen, voor minderjarigen, voor mindervalide personen en voor kwetsbare personen;

- om de professionele verplaatsingen uit te voeren, met inbegrip van het woon-werkverkeer;

- om de activiteiten bedoeld in artikel 5, tweede lid uit te oefenen.”

Art. 9. Artikel 13 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen als volgt:

“De maatregelen voorzien in dit besluit zijn van toepassing tot en met 19 april 2020. Ze kunnen na evaluatie met twee weken worden verlengd.

In afwijking van het eerste lid, is de maatregel voorzien in artikel 5, eerste lid, 4° van toepassing tot en met 30 juni 2020.”

Art. 10. De bijlage bij het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID - 19 te beperken, wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking vanaf de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 3 april 2020.

P. DE CREM

Art. 6. L'article 6 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les leçons et activités sont suspendues dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire.

Une garderie est toutefois assurée, et ce également pendant les vacances de Pâques.

Pour les écoles où l'accueil des enfants s'avère impossible pendant les vacances de Pâques, une autre forme de garderie est organisée, en respectant les conditions suivantes :

- les enfants qui ont été gardés dans le même groupe jusqu'à présent doivent rester dans ce groupe et ne peuvent donc pas être mélangés avec des enfants d'un autre groupe;

- les enfants sont de préférence gardés par des personnes avec qui ils ont déjà eu des contacts les dernières semaines.

Les internats, homes d'accueil, et homes d'accueil permanents restent ouverts.

Les écoles supérieures et les universités appliquent uniquement l'enseignement à distance, à l'exception des stages pour les étudiants qui peuvent contribuer aux soins. »

Art. 7. L'article 7 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les voyages non essentiels au départ de la Belgique et vers la Belgique sont interdits. »

Art. 8. L'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes sont tenues de rester chez elles. Il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans les lieux publics, sauf en cas de nécessité et pour des raisons urgentes telles que:

- se rendre dans les lieux dont l'ouverture est autorisée sur la base des articles 1^{er} et 3, et en revenir ;

- avoir accès aux distributeurs de billets des banques et des bureaux de poste ;

- avoir accès aux soins médicaux ;

- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation de handicap et aux personnes vulnérables ;

- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail ;

- exercer les activités visées à l'article 5, alinéa 2. »

Art. 9. L'article 13 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 19 avril 2020 inclus. Elles peuvent être prolongées de deux semaines après évaluation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la mesure prévue à l'article 5, alinéa 1^{er}, 4° est d'application jusqu'au 30 juin 2020 inclus. »

Art. 10. L'annexe à l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur au moment de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2020.

P. DE CREM

Bijlage bij het ministerieel besluit van 3 april 2020

Annexe à l'arrêté ministériel du 3 avril 2020

Handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking	Commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population
De handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking, zijn de volgende:	Les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population, sont les suivants :
De wetgevende en uitvoerende machten, met al hun diensten;	Les pouvoirs législatifs et exécutifs, avec l'ensemble de leurs services ;
De medische zorginstellingen, met inbegrip van de diensten voor preventieve gezondheidszorg;	Les institutions de soins médicaux en ce compris les services de prévention de santé;
De diensten voor zorg, opvang en bijstand voor oudere personen, voor minderjarigen, voor mindervalide personen en voor kwetsbare personen, met inbegrip van slachtoffers van intrafamiliaal en seksueel geweld;	Les services de soins, d'accueil et d'assistance aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes moins valides et aux personnes vulnérables dont les victimes de violences , de violences sexuelles et intra-familiales ;
De instellingen, diensten en bedrijven die verantwoordelijk zijn voor toezicht, controle en crisisbeheer voor milieuzorg en gezondheidszorg;	Les institutions, services et entreprises chargés de la surveillance, du contrôle et de la gestion de crise dans les matières sanitaires et environnementales ;
De asiel en migratiediensten met inbegrip van asielopvang en detentie in het kader van gedwongen terugkeer;	Les services d'asile et migration, en ce compris l'accueil et la détention dans le cadre des retours forcés ¹⁰⁹ ;
De integratie en inburgeringsdiensten;	Les services d'intégration et d'insertion ;
De telecominfrastructuur en -diensten (met inbegrip van het vervangen en verkopen van telefoontoestellen, modems, simkaarten en het uitvoeren van installaties) en digitale infrastructuur;	Les infrastructures et services de télécommunication (en ce compris le remplacement et la vente d'appareils téléphoniques, de modems, de carte SIM et l'installation) et l'infrastructure numérique ;
De media, de journalisten en de diensten van de communicatie;	Les médias, les journalistes et les services de communication ;
De diensten voor de afvalophaling en -verwerking;	Les services de collecte et de traitement des déchets ;
De hulpverleningszones	Les zones de secours
De diensten en bedrijven voor het beheer van vervuilde gronden;	Les services et entreprises de gestion des terres polluées ;
De diensten van private en bijzondere veiligheid;	Les services de sécurité privée et particulière ;
De politiediensten;	Les services de police ;
De diensten van de medische hulpverlening en de dringende medische hulpverlening;	Les services d'aide médicale, et d'aide médicale urgente ;
Defensie en de veiligheids- en defensie-industrie;	La Défense et l'industrie de sécurité et de défense;
De Civiele Bescherming;	La Protection Civile ;
De inlichtingendiensten- en veiligheidsdiensten, met inbegrip van het OCAD;	Les services de renseignement et de sécurité, en ce compris l'OCAM ;
De justitiediensten en de beroepen die daaraan verbonden zijn: justitiehuisen, magistratuur en penitentiaire instellingen, jeugdinstituten, elektronisch toezicht, gerechtsdeskundigen, gerechtsdeurwaarders, gerechtspersoneel, vertalers-tolken, advocaten, met uitzondering van psycho-medische-sociale centra voor het herstel in het recht tot sturen.	Les institutions de la Justice et les professions y liées : les maisons de justice, la magistrature et les institutions pénitentiaires, les institutions de protection de la jeunesse, surveillance électronique, experts judiciaires, les huissiers, le personnel judiciaire, traducteurs-interprètes, avocats, à l'exception des centres psycho-médico-sociaux pour la réintégration dans le droit de conduire.
De Raad van State en de administratieve rechtscolleges;	Le Conseil d'Etat et les juridictions administratives ;
Het Grondwettelijk Hof	La Cour constitutionnelle
De internationale instellingen en diplomatieke posten;	Les institutions internationales et postes diplomatiques ;
De noodplannings- en crisisbeheerdiensten, met inbegrip van Brussel Preventie en Veiligheid;	Les services de planification d'urgence et de gestion de crise, en ce compris Bruxelles Prévention et Sécurité ;
De Algemene Administratie van douane en accijnzen;	L'Administration générale des douanes et accises ;
De omgevingen van kinderopvang en scholen, met het oog op het organiseren van opvang, internaten, opvangthuizen en permanente zorginstellingen;	Les milieux d'accueil des enfants et les écoles, les internats, homes d'accueil et homes d'accueil permanents en vue de l'organisation de l'accueil ;
De universiteiten en hogescholen;	Les universités et les hautes écoles ;
De taxidiensten, de diensten van het openbaar vervoer, het spoorvervoer van personen en goederen, andere vervoersmodi van personen en goederen en logistiek, en de essentiële diensten ter ondersteuning van deze transportmodi.	Les services de taxi, les services de transports en commun, le transport ferroviaire de personnes et de marchandises, les autres modes de transport de personnes et de marchandises et la logistique, et les services essentiels en appui de ces modes de transport.
De leveranciers en transporteurs van brandstoffen, en de leveranciers van brandhout;	Les fournisseurs et transporteurs de carburant, et combustibles et les fournisseurs de bois de chauffage ;
De handelszaken en bedrijven die tussenkomen in het kader van de agro-voedselketen, dierenvoeding, de voedingsnijverheid, land- en tuinbouw, productie van meststoffen en andere essentiële grondstoffen voor de agro-voedingsindustrie en visserij;	Les commerces et les entreprises intervenant dans le cadre de la chaîne agro-alimentaire, l'alimentation animale, l'industrie alimentaire, l'agriculture et l'horticulture, la production d'engrais et d'autres matières premières essentielles pour l'industrie agro-alimentaire et la pêche ;

Dierenartsen, inseminators voor de veeteelt en dienst van vilbeluik;	Les services vétérinaires, d'insémination pour l'élevage et d'équarrissage ;
Diensten voor de verzorging, opvang en het asiel van dieren;	Les services de soin, d'hébergement et de refuge pour animaux ;
Dierenvervoer;	Les services de transports d'animaux ;
De bedrijven actief in het kader van de productie van persoonlijke hygiëne producten;	Les entreprises intervenant dans le cadre de la production de produits d'hygiène personnelle ;
De productieketens die niet kunnen worden stilgelegd omwille van technische of veiligheidsredenen;	Les chaînes de production qui ne peuvent être arrêtées pour des raisons techniques ou de sécurité ;
De verpakkingindustrie verbonden aan de toegelaten activiteiten;	L'industrie de l'emballage lié aux activités autorisées ;
De apotheken en farmaceutische industrie;	Les pharmacies et l'industrie pharmaceutique ;
De hotels;	Les hôtels ;
De dringende pech- en herstellingsdiensten en naverkoopdiensten voor voertuigen (inclusief fietsen), alsook het ter beschikking stellen van vervangwagens;	Les services de dépannage et de réparation et le service après-vente urgents pour véhicules (y compris les vélos), ainsi que la mise à disposition de véhicules de remplacement;
De diensten die essentieel zijn voor dringende herstellingen die een veiligheids- of hygiënerisico inhouden;	Les services essentiels liés aux réparations urgentes impliquant des risques de sécurité ou d'hygiène ;
De bedrijven actief in de sector van de schoonmaak, het onderhoud en de herstelling voor de andere cruciale sectoren en essentiële diensten;	Les entreprises actives dans le secteur du nettoyage, de l'entretien ou de la réparation pour les autres secteurs cruciaux et services essentiels;
De postdiensten;	Les services postaux ;
De begrafenisondernemingen, grafdelvers en crematoria;	Les entreprises de pompes funèbres, les fossoyeurs et les crématoriums ;
De overheidsdiensten en -infrastructuur die een rol hebben in de essentiële dienstverlening van de toegelaten categorieën;	Les services publics et l'infrastructure publique qui jouent un rôle dans les services essentiels des catégories autorisées ;
De waterhuishouding;	La gestion des eaux ;
De inspectie- en controlediensten;	Les services d'inspection et de contrôle ;
De sociale secretariaten;	Les secrétariats sociaux ;
De noodcentrales en ASTRID;	Les centrales de secours et ASTRID ;
De meteo- en weerdiensten;	Les services météorologiques ;
De uitbetalingsinstellingen van sociale prestaties;	Les organismes de paiement des prestations sociales ;
De energiesector (gas, elektriciteit, en olie): opbouw, productie, raffinaderij, opslag, transmissie, distributie, markt;	Le secteur de l'énergie (gaz, électricité, pétrole): construction, production, raffinerie, stockage, transmission, distribution et marché ;
De watersector: drinkwater, zuivering, winning, distributie, en het oppompen;	Le secteur des eaux : eau potable, purification, extraction, distribution et démergement ;
De chemische industrie, inclusief contracting en onderhoud;	L'industrie chimique, en ce compris le contracting et la maintenance ;
De productie van medische instrumenten;	La production d'instruments médicaux ;
De financiële sector: banken, elektronisch betalingsverkeer en alle diensten die hiervoor nuttig zijn, handel in effecten, financiële marktinfrastructuur, buitenlandse handel, diensten die instaan voor de bevoorrading van cash geld, geldtransporten, geldverwerkers en de financiële berichtgeving tussen banken;	Le secteur financier: les banques, les paiements électroniques et tous les services utiles dans ce cadre, le transfert d'effets, l'infrastructure du marché financier, le commerce extérieur, les services d'approvisionnement en argent liquide, les transports de fonds, les gestionnaires de fonds et le transfert financier entre organismes financiers ;
De verzekeringssector;	Le secteur des assurances ;
De grondstations van ruimtevaartsystemen;	Les stations au sol des systèmes spatiaux ;
De productie van radio-isotopen;	La production d'isotopes radioactifs ;
Het wetenschappelijk onderzoek van vitaal belang;	La recherche scientifique d'intérêt vital ;
Het nationaal, internationaal transport en logistiek;	Le transport national, international et la logistique ;
Het luchtvervoer, de luchthavens en de essentiële diensten ter ondersteuning van het luchtvervoer, de grondafhandeling, de luchthavens, de luchtvaarnavigatie en de luchtverkeersleiding en -planning;	Le transport aérien, les aéroports et les services essentiels en appui du transport aérien, de l'assistance en escale, des aéroports de la navigation aérienne et du contrôle et de la planification de la navigation aérienne ;
De havens, maritiem vervoer, estuaire vaart, short sea shipping, goederenvervoer over water, binnenvaart en de essentiële diensten ter ondersteuning hiervan;	Les ports et le transport maritime, la navigation estuaire, le short sea shipping, le transport fluvial de marchandises, le transport fluvial et les services essentiels en appui du transport maritime et fluvial;
De nucleaire en radiologische sector;	Le secteur nucléaire et radiologique ;
De cementindustrie.	L'industrie du ciment.

Voor de private sector, wordt bovenstaande lijst vertaald naar de paritaire comités.	Beperkingen	Pour le secteur privé, la liste précitée est traduite aux commissions paritaires.	Limitations
--	-------------	---	-------------

102.9 Subcomité van de groeven van kalksteen en kalkovens		102.9 Sous-commissions paritaires de l'industrie des carrières de calcaire non taillés et des fours à chaux	
104 Paritair comité voor de ijzer-nijverheid	Volcontinu bedrijven	104 Commission paritaire de l'industrie sidérurgique	Les entreprises fonctionnant en continu
105 Paritair comité voor non-ferro metalen	Volcontinu bedrijven	105 Commission paritaire des métaux non-ferreux	Les entreprises fonctionnant en continu
Paritair comité voor het cement-bedrijf	Beperkt tot de productieketting van de ovens op hoge temperaturen (belangrijk voor afvalverwerking)	106 Commission paritaire des industries du ciment	Limité à la chaîne de production des fours à haute température (important pour le traitement des déchets)
109 Paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf	Beperkt tot: de productie van medisch textiel gebruikt in ziekenhuizen en zorginstellingen; de toelevering van medisch textiel en medische kledij aan ziekenhuizen en zorginstellingen en de toelevering van cleanroom kledij aan farmaceutische bedrijven.	109 Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection	Limité à : la production de textiles médicaux utilisés dans les hôpitaux et dans les établissements de soin ; l'approvisionnement de textiles et vêtements médicaux aux hôpitaux et aux établissements de soin et l'approvisionnement de vêtements cleanroom aux entreprises pharmaceutiques.
110 Paritair comité voor textiel-verzorging		110 Commission paritaire pour l'entretien du textile	
111 Paritair comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw	Beperkt tot : productie, toelevering, onderhoud en herstelling van landbouwmachines en installaties van bedrijven behorende tot de cruciale sectoren en essentiële diensten; de veiligheids- en defensie-industrie en de productie van materiaal voor de medische en (para)farmaceutische industrie.	111 Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique	Limité à : la production, la livraison, l'entretien, la réparation des machines agricoles et des installations des entreprises qui appartiennent aux secteurs cruciaux et des services essentiels ; l'industrie de sécurité et de défense et la production de matériaux pour le secteur médical et l'industrie (para)pharmaceutique.
112 Paritair comité voor het garagebedrijf	Beperkt tot takeldiensten en hersteldiensten	112 Commission paritaire des entreprises de garage	Limités aux services de dépannage et de réparation.
113 Paritair comité voor het ceramiekbedrijf	Beperkt tot continue ovens	113 Commission paritaire de l'industrie céramique	Limité aux fours à feu continu.
113.04 Paritair subcomité voor de pannenbakkerijen	Beperkt tot continue ovens	113.04 Sous-commission paritaire des tuileries	Limité aux fours à feu continu.
114 Paritair comité voor de steenbakkerij	Beperkt tot continue ovens	114 Commission paritaire de l'industrie des briques	Limité aux fours à feu continu.
115 Paritair comité voor het glasbedrijf	Beperkt tot continue ovens	115 Commission paritaire de l'industrie verrière	Limité aux fours à feu continu.
116 Paritair comité voor de scheikundige nijverheid		116 Commission paritaire de l'industrie chimique	
117 Paritair comité voor de petroleumnijverheid en -handel		117 Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole	
118 Paritair comité voor de voedingsnijverheid		118 Commission paritaire de l'industrie alimentaire	
119 Paritair comité voor de handel in voedingswaren		119 Commission paritaire du commerce alimentaire	

120 Paritair comité voor de textielnijverheid	Beperkt tot: de sector van de persoonlijke hygiëne producten, waaronder incontinentieproducten, baby-luiers en dameshygiëneproducten; de productie van medisch textiel gebruikt in ziekenhuizen en zorginstellingen; de toelevering van medisch textiel en medische kledij aan ziekenhuizen en zorginstellingen en de toelevering van cleanroom kledij aan farmaceutische bedrijven.	120 Commission paritaire de l'industrie textile	Limité : au secteur des produits d'hygiène personnelle, dont les produits d'incontinence, les couches bébés et les produits d'hygiène féminine ; à la production de textiles médicaux utilisés dans les hôpitaux et dans les établissements de soin ; à l'approvisionnement de textiles et vêtements médicaux aux hôpitaux et aux établissements de soin et à l'approvisionnement de vêtements cleanroom aux entreprises pharmaceutiques.
121 Paritair comité voor de schoonmaak	Beperkt tot: de schoonmaak in de bedrijven van de cruciale sectoren en in de essentiële diensten, en tot de ophaling van afvalstoffen bij bedrijven en de ophaling van huishoudelijk en/of niet- huishoudelijk afval van alle producenten.	121 Commission paritaire pour le nettoyage	Limité : au nettoyage dans les entreprises des secteurs cruciaux et dans les services essentiels, ainsi qu'à la collecte des déchets auprès des entreprises et à la collecte des déchets ménagers et/ou des déchets non-ménagers auprès de tous les producteurs.
124 Paritair comité voor het bouwbedrijf	Beperkt tot de dringende werkzaamheden en tussenkomsten.	124 Commission paritaire de la construction	Limité aux travaux urgents et aux interventions d'urgence.
125 Paritair comité voor de houtnijverheid	Beperkt tot houten verpakkingen en paletten en producenten en leveranciers van brandstoffen op basis van hout of derivaten van hout.	125 Commission paritaire de l'industrie du bois	Limité au matériel d'emballage en bois et aux palettes et les entreprises productrices et fournisseurs de carburants à base de bois ou de dérivés de bois.
126 Paritair comité voor de stoffering en houtbewerking	Beperkt tot houten verpakkingen en paletten en producenten en leveranciers van brandstoffen op basis van hout of derivaten van hout.	126 Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois	Limité au matériel d'emballage en bois et aux palettes et les entreprises productrices et fournisseurs de carburants à base de bois ou de dérivés de bois.
127 Paritair comité voor de handel in brandstoffen		127 Commission paritaire pour le commerce de combustibles	
129 Paritair comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton	Beperkt tot de verpakkingen uit papier en karton, tot zakdoekjes en toiletpapier, evenals tot papier voor kranten alsook tot grafisch papier en papierpulp.	129 Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et carton	Limité au matériel d'emballage en papier et en carton, aux mouchoirs et au papier toilette, ainsi qu'au papier journal ainsi qu'au papier graphique et à la pâte à papier.
130 Paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf	Beperkt tot: drukken van dag- en weekblad en drukken van toepassingen (etiketten, labels) nodig voor de voedings- en agro-industrie, en het drukken van bijsluiters en verpakkingen voor de farmaceutische industrie.	130 Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux	Limité à l'impression de journaux quotidiens et hebdomadaires et l'impression d'applications (étiquettes, labels) nécessaires pour l'industrie agro-alimentaire et pour l'impression des notices et emballages pour l'industrie pharmaceutique.
132 Paritair comité voor ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken		132 Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles	
136 Paritair comité voor de papier en kartonbewerking	Beperkt tot de verpakkingen uit papier en karton, tot zakdoekjes en toiletpapier, evenals tot papier voor kranten.	136 Commission paritaire de la transformation du papier et du carton	Limité au matériel d'emballage en papier et en carton, aux mouchoirs et au papier toilette, ainsi qu'au papier journal.
139 Paritair comité voor de binnenscheepvaart		139 Commission paritaire de la batellerie	
140 Paritair comité voor het vervoer en de logistiek Subcomités: 140.01, 140.03, 140.04	Beperkt tot personenvervoer, wegvervoer, spoorvervoer, logistiek en grondafhandeling voor luchthavens.	140 Commission paritaire du transport Sous-commissions : 140.01, 140.03, 140.04	Limité au transport de personnes, au transport routier, au transport ferroviaire, logistique et assistance en escale pour aéroport.

140.05 Paritair subcomité voor de verhuizing	Beperkt tot verhuizingen, voor zover ze dringend en noodzakelijk zijn, of verbonden met medische, sanitaire of ziekenhuisnoden.	140.05 Sous-commission paritaire pour le déménagement	Limité aux déménagements, pour autant qu'ils soient urgents et nécessaires, ou liés aux besoins hospitaliers, sanitaires ou médicaux.
142 Paritair comité voor de ondernemingen waar teruggewonnen grondstoffen opnieuw ter waarde worden gebracht Subcomités : 142.01, 142.02, 142.03, 142.04	Beperkt tot afvalophaling en/of -verwerking.	142 Commission paritaire pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération Sous-commissions : 142.01, 142.02, 142.03, 142.04	Limité à la collecte et/ou au traitement des déchets.
143 Paritair comité voor de zeevisserij		143 Commission paritaire de la pêche maritime	
144 Paritair comité voor de landbouw		144 Commission paritaire de l'agriculture	
145 Paritair comité voor het tuinbouwbedrijf		145 Commission paritaire pour les entreprises horticolas	
149.01 Paritair subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie	Beperkt tot de dringende werkzaamheden en tussenkomsten.	149.01 Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution	Limité aux travaux urgents et aux interventions d'urgence.
149.03 Paritair subcomité voor de edele metalen	Beperkt tot machineonderhoud en herstellingen.	149.03 Sous-commission paritaire pour les métaux précieux	Limité à l'entretien des machines et aux réparations.
149.04 Paritair subcomité voor de metaalhandel	Beperkt tot onderhoud en herstelling.	149.04 Sous-commission paritaire pour le commerce du métal	Limité à l'entretien et aux réparations.
152 Paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs Subcomités: 152.01, 152.02		152 Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre Sous-commissions : 152.01, 152.02	
200 Aanvullend Paritair comité voor de bedienden	Beperkt tot de bedienden noodzakelijk bij onderhoud, herstelling, productie en toelevering van bedrijven die behoren tot de cruciale sectoren en de essentiële diensten.	200 Commission paritaire auxiliaire pour employés	Limité aux employés nécessaires pour la production, la livraison, l'entretien, la réparation au sein des entreprises qui appartiennent aux secteurs cruciaux et des services essentiels.
201 Paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel	Beperkt tot voeding en dierenvoeding, en voor wat betreft bloemen en planten beperkt tot voedingswinkels en dierenvoedingswinkels die hoofdzakelijk voeding en/of dierenvoeding verkopen.	201 Commission paritaire du commerce de détail indépendant	Limité à l'alimentation et à l'alimentation pour animaux, pour ce qui concerne les fleurs et les plantes, limité aux magasins vendant principalement de l'alimentation et de l'alimentation pour animaux.
202 Paritair comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren		202 Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire	
202.01 Paritair subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven		202.01 Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation	
207 Paritair comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid		207 Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique	
209 Paritair comité voor de bedienden der metaalfabrieken-nijverheid	Beperkt tot productie, toelevering, onderhoud en herstelling van installaties van bedrijven behorende tot de cruciale sectoren en de essentiële diensten en de veiligheids- en defensie-industrie.	209 Commission paritaire pour employés des fabrications métalliques	Limité à la production, la livraison, l'entretien et la réparation des installations des entreprises qui appartiennent aux secteurs cruciaux et des services essentiels et à l'industrie de sécurité et de défense.
210 Paritair comité voor de bedienden van de ijzernijverheid		210 Commission paritaire pour les employés de la sidérurgie	
211 Paritair comité voor de bedienden uit de petroleumnijverheid en -handel		211 Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole	
220 Paritair comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid		220 Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire	

221 Paritair comité voor de bedienden uit de papiernijverheid	Beperkt tot de verpakkingen uit papier en karton, tot zakdoekjes en toiletpapier, evenals tot papier voor kranten, alsook tot grafisch papier en papierpulp.	221 Commission paritaire des employés de l'industrie papetière	Limité au matériel d'emballage en papier et en carton, aux mouchoirs et au papier toilette, ainsi qu'au papier journal, au papier journal ainsi qu'au papier graphique et à la pâte à papier.
222 Paritair comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking	Beperkt tot de verpakkingen uit papier en karton, tot zakdoekjes en toiletpapier, evenals tot papier voor kranten, alsook tot grafisch papier en papierpulp.	222 Commission paritaire pour les employés de la transformation du papier et du carton	Limité au matériel d'emballage en papier et en carton, aux mouchoirs et au papier toilette, ainsi qu'au papier journal.
224 Paritair comité voor de bedienden van de non-ferro metalen	Volcontinu bedrijven.	224 Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux	Les entreprises fonctionnant en continu
225 Paritair comité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs Subcomités: 225.01, 225.02		225 Commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné Sous-commissions : 225.01, 225.02	
226 Paritair comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de logistiek		226 Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activité connexes	
227 Paritair comité voor de audiovisuele sector	Beperkt tot radio en televisie.	227 Commission paritaire pour le secteur audiovisuel	Limité à la radio et télévision.
301 Paritair comité voor het havenbedrijf		301 Commission paritaire des ports	
302 Paritair comité voor het hotelbedrijf	Beperkt tot de hotels.	302 Commission paritaire de l'industrie hôtelière	Limité aux hôtels.
304 Paritair comité voor de vermakelijkheidsbedrijven	Beperkt tot radio en televisie.	304 Commission paritaire du spectacle	Limité à la radio et à la télévision.
309 Paritair comité voor de beursvennootschappen		309 Commission paritaire pour les sociétés de bourse	
310 Paritair comité voor de banken	Beperkt tot essentiële bankverrichtingen.	310 Commission paritaire pour les banques	Limité aux opérations bancaires essentielles.
311 Paritair comité voor de grote kleinhandelszaken	Beperkt tot voeding en dieren-voeding, en voor wat betreft de bloemen en planten beperkt tot voedingswinkels en diervoedingswinkels die hoofdzakelijk voeding en/of diervoeding verkopen.	311 Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail	Limité à l'alimentation, l'alimentation pour animaux, pour ce qui concerne les fleurs et les plantes, limité aux magasins vendant principalement de l'alimentation et de l'alimentation pour animaux.
312 Paritair comité voor de warenhuizen		312 Commission paritaire des grands magasins	
313 Paritair comité voor de apotheken en tarificatiediensten		313 Commission paritaire pour les pharmacies et offices de tarification	
315 Paritair comité voor de handelsluchtvaart (en subcomités)		315 Commission paritaire de l'aviation commerciale (et sous-commissions)	
316 Paritair comité voor koopvaardij		316 Commission paritaire pour la marine marchande	
317 Paritair comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten		317 Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance	
318 Paritair comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp (en subcomités)		318 Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors (et sous-commissions)	
319 Paritair comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen (en subcomités)		319 Commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement (et sous-commissions)	
320 Paritair comité voor de begrafenisondernemingen		320 Commission paritaire des pompes funèbres	

321 Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen		321 Commission paritaire pour les grossistes-répartiteurs de médicaments	
322 Paritair comité voor de uitzendarbeid en erkende ondernemingen die buurtwerken of diensten leveren	Beperkt tot zorg en welzijnswerk aan kwetsbare doelgroepen.	322 Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux et service de proximité	Limité aux services de soins et d'assistance sociale aux publics vulnérables.
326 Paritair comité voor het gas- en elektriciteitsbedrijf		326 Commission paritaire de l'industrie du gaz et de l'électricité	
327 Paritair comité voor de beschutte werkplaatsen, de sociale werkplaatsen en de maatwerkbedrijven		327 Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les 'maatwerkbedrijven'	
328 Paritair comité voor het stads- en streekvervoer		328 Commission paritaire du transport urbain et régional	
329 Paritair comité voor de socio-culturele sector	Beperkt tot: zorg, welzijn (inclusief de hulpverleners en jeugdwelzijnswerkers) en voedselbedeling en de monumentenwacht.	329 Commission paritaire pour le secteur socio-culturel	Limité : aux soins, au bien-être (y compris les assistants sociaux, et les travailleurs de l'aide à la jeunesse) et à la distribution alimentaire et à la surveillance des monuments.
330 Paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten		330 Commission paritaire des établissements et des services de santé	
331 Paritair comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector		331 Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé	
332 Paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector		332 Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone et bilingue de l'aide sociale et des soins de santé	
335 Paritair comité voor de dienstverlening aan en de ondersteuning van het bedrijfsleven en de zelfstandigen	Beperkt tot de sociale secretariaten en de sociale verzekeringsfondsen, de kinderbijslagkassen en de ondernemingsloketten.	335 Commission paritaire de prestation de services et de soutien aux entreprises et aux indépendants	Limité aux secrétariats sociaux, les fonds d'assurance sociale, les caisses d'allocations familiales et les guichets d'entreprises.
336 Paritair comité voor de vrije beroepen		336 Commission paritaire pour les professions libérales	
337 Aanvullend paritair comité voor de non-profitsector	Beperkt tot: zorg en welzijnswerk aan kwetsbare doelgroepen en het Instituut voor Tropische Geneeskunde.	337 Commission paritaire auxiliaire pour le secteur non-marchand	Limité : aux services de soins et d'assistance sociale aux publics vulnérables et à l'Institut de Médecine tropicale.
339 Paritair comité voor de erkende maatschappijen voor sociale huisvesting (en subcomités)		339 Commission paritaire pour les sociétés de logement social agréées (et sous-commissions)	
340 Paritair comité voor de orthopedische technologieën		340 Commission paritaire pour les technologies orthopédiques	

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 3 april 2020.

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

P. DE CREM

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 3 avril 2020.

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

P. DE CREM